

Annexe

Adaptation du programme d'histoire-géographie de première professionnelle

L'adaptation proposée est commune aux académies de Guadeloupe, Guyane, Martinique, la Réunion et Mayotte

Histoire : États et sociétés en mutation (XIX^e siècle – 1^{re} moitié du XX^e siècle)

Le contexte propre à chaque territoire ultramarin pourra faire l'objet d'un traitement spécifique et approprié du sujet d'étude.

Thème 1 : Hommes et femmes au travail en métropole et dans les colonies françaises (XIX^e siècle – 1^{re} moitié du XX^e siècle)

Programme national	Contextualisation	Ajouts ou substitutions
<p>Le monde du travail connaît de profondes transformations dans un contexte d'industrialisation*, d'urbanisation, de développement de l'instruction publique* et de formation professionnelle.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le travail de la terre constitue le premier secteur d'activité en France : l'agriculture* est le secteur d'emploi dominant jusqu'aux années 1930. Fermiers, petits propriétaires, salariés agricoles, journaliers et travailleurs sans terre, domestiques composent un monde diversifié caractérisé en partie par la pluriactivité (paysans-ouvriers, paysans-artisans). Dans l'entre-deux-guerres, la mécanisation gagne progressivement les campagnes ainsi que l'usage des premiers engrais chimiques, amorçant ainsi des transformations dans le travail de la terre. - Dans les villes comme dans les campagnes, les métiers de l'artisanat* évoluent sous l'effet des nouvelles techniques et de la concurrence de l'industrie. Le développement du chemin de fer et l'amélioration des routes, la crise économique de la fin du XIX^e siècle et l'essor de la domesticité dans la bourgeoisie urbaine accentuent l'exode rural*. - Le travail à l'usine* apparaît au XIX^e siècle. Les ouvriers connaissent de longues journées de travail, notamment dans les filatures et les mines avec des salaires très bas. Dans la seconde moitié du XIX^e siècle, ils s'organisent en syndicats* qui conduisent les premières luttes sociales. Dans le premier tiers du XX^e siècle, le monde de l'industrie est marqué par la rationalisation du travail avec le développement du travail à la 	<p>La contextualisation des mutations du travail doit d'abord porter sur celles de l'agriculture, en particulier dans la culture du sucre, pour mettre en avant le passage de l'économie de plantation à l'usine centrale, qui a induit la mise en place d'une première industrialisation liée aux monocultures, particulièrement dans les années 1860-1880. Cela permet de montrer, de l'habitant à l'usiner, la permanence d'un peuplement rural. On peut aussi souligner les modernisations de l'outil agricole : machines à vapeur, systèmes d'irrigation. On peut également évoquer, parmi les exemples d'activités transformant les sociétés, celui des productions spécifiques de matières premières et précieuses.</p> <p>En ce qui concerne les formes d'organisation du travail, il est nécessaire de mettre en avant les statuts particuliers des travailleurs : statuts et conditions des esclaves puis, suite à l'abolition, des anciens esclaves. Le recours à l'immigration asiatique, surtout indienne (engagisme), doit aussi être étudié. L'histoire des DROM est marquée par le statut de colonie jusqu'en 1946 et par le fait que la main-d'œuvre est essentiellement servile jusqu'en 1848, mais également par une forte division raciale et sociale (hiérarchisation du travail dans la société coloniale) tout au long de la période. Les questions autour du travail dans ces territoires sont donc marquées par le problème de l'assimilation : questions de l'égalité des droits civiques avec la métropole, des inégalités raciales et sociales, permanence du préjugé de couleur. Au début du XX^e siècle, c'est une élite instruite et francisée qui occupe les emplois dans le secteur tertiaire.</p>	

<p>chaîne.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les mouvements politiques (anarchistes, socialistes, catholiques sociaux, républicains) se saisissent de la question sociale*. Les salaires et les droits sociaux* progressent, mais les inégalités entre hommes et femmes subsistent. Au XIX^e siècle, des lois limitent le travail des enfants et établissent l'instruction primaire obligatoire. En 1906 est créé le ministère du Travail. Dans les années 1920, les lois sur les assurances sociales permettent d'améliorer les conditions de vie des salariés. Sous le Front populaire, l'État intervient plus activement dans les négociations entre salariés et patrons. - L'accroissement du nombre de fonctionnaires, d'employés de bureau et de commerce illustre le développement des bureaux dans les entreprises, l'essor du commerce et la croissance de l'État à partir de la seconde moitié du XIX^e siècle ; ces transformations contribuent à la féminisation des emplois*. - Dans les colonies françaises coexistent le travail traditionnel de la terre et celui des grandes plantations*. Les chantiers entrepris par l'État colonial (entretien des routes, construction de chemin de fer, construction d'édifices...) mobilisent la main-d'œuvre locale selon différentes modalités. 	<p>La question sociale, à laquelle se combine cette question de l'assimilation, peut être abordée à travers différents exemples de grands travaux, et par des exemples révélant le développement du mouvement ouvrier : mouvements sociaux, grèves et premiers syndicats. On peut traiter de la question de l'instruction publique à travers des exemples comme l'ouverture de lycées, l'organisation entre 1880 et 1890 de l'enseignement, et la laïcisation du système scolaire.</p>	
<p>Notions et mots- clés Agriculture*, artisanat*, droits sociaux*, exode rural*, féminisation des emplois*, industrialisation*, instruction publique*, plantations *, question sociale*, syndicat*, usine*</p> <p>Notions et mots-clés déjà mobilisés dans le cycle de formation <i>Empire colonial</i> <i>Esclavage</i></p> <p>Capacités travaillées</p> <ul style="list-style-type: none"> - Construire une frise chronologique identifiant les acteurs de la question sociale, leurs modalités d'action et les principales avancées sociales sur la période étudiée (métropole et colonies). - Contextualiser une/des œuvre(s) mettant en scène des femmes ou des hommes au travail pour conduire une analyse historique. 		<p>Notions et mots-clés <i>Ajout</i> Travail forcé Bagne Engagisme Assimilation Vagabondage Abattis Orpillage Placer <i>Substitution</i> « usine centrale » à usine « habitation » à plantation Repères</p>

<ul style="list-style-type: none"> - Raconter individuellement ou collectivement le quotidien d'une femme ou d'un homme au travail au XIX^e siècle ou dans la première moitié du XX^e siècle à partir de recherches dans la région du lycée des élèves (écomusées, musées et patrimoine industriel, agricole, archives locales, mémoires orales et récits ouvriers par exemple). <p>Repères (en italiques, les repères du collège)</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1831 : Révolte des canuts lyonnais. - 1848 : <i>Ateliers nationaux et seconde abolition de l'esclavage en France.</i> - 1864 : Reconnaissance du droit de grève. - 1881-82 : <i>Lois Ferry : Jules</i> - <i>Ferry et l'école gratuite, laïque, et obligatoire.</i> - Décret de création des premières écoles nationales professionnelles. - 1884 : Loi Waldeck-Rousseau sur le droit de se réunir en syndicat. - 1898 : Loi sur l'indemnisation des accidents du travail. - 1901 : Loi sur le droit d'association. - 1919 : Loi Astier sur l'enseignement technique. - 1928 : Loi sur les assurances sociales. - 1936 : <i>Front populaire, lois sociales, accords de Matignon et réformes de Jean Zay.</i> - 1946 : Loi Houphouët-Boigny, abrogation du travail forcé dans les colonies. 		<p><i>Ajout</i> <i>Pour toutes les académies ultramarines</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - 27 avril 1848 : décret instituant l'instruction publique dans les colonies. - 1849 : instauration d'un travail forcé de 10 ans et du livret ouvrier pour les nouveaux affranchis afin d'éviter le vagabondage. - 1853-1854 : début de l'engagisme des migrants (sauf à La Réunion, voir plus bas). - 1887 : mise en application du code de l'Indigénat adopté en 1881. - 1946 : Processus de départementalisation des vieilles colonies. <p><i>Pour la Guadeloupe et la Martinique</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - 1898 : création à Paris du Groupe socialiste des Antilles. - 1900 : mouvements sociaux en Guadeloupe et Martinique. <p><i>Pour la Guyane</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - 1854 : création du bagne en Guyane, supprimé en 1938 à l'initiative de Gaston Monnerville. <p><i>Pour la Réunion</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - 1828 : début de l'engagisme à La Réunion. <p><i>Substitution</i> De « 1848 : Ateliers nationaux et abolition définitive de l'esclavage dans les colonies françaises » à « 1848 : Ateliers nationaux et seconde abolition de l'esclavage en France »</p>
---	--	--

Thème 2 – Guerres européennes, guerres mondiales, guerres totales

De 1914 à 1945, les relations internationales sont marquées par deux **guerres mondiales*** – la Grande Guerre (1914-1918) et la

Au sein de l'Empire français et en raison de leur éloignement de la métropole, les colonies ont subi les deux conflits de façon différente

Seconde Guerre mondiale (1939-1945) – qui ont mobilisé des millions d'hommes, fait des millions de victimes et causé des destructions massives. Ces guerres ont obligé à repenser les relations internationales et ont conduit les États à privilégier le règlement pacifique des conflits.

- La Grande Guerre, née d'une crise du système traditionnel des alliances, est une guerre terrestre (fronts), maritime et pour la première fois aérienne. Européenne puis mondiale, elle mobilise des millions de soldats. Elle devient totale avec la mobilisation de toutes les forces vives en Europe, mondiale avec le recours aux **empires coloniaux*** et l'entrée en guerre de nouveaux États (au premier rang desquels les États-Unis). Dans l'Empire ottoman, le gouvernement organise, à partir d'avril 1915, les déportations et massacres des populations arméniennes et d'autres populations chrétiennes : c'est l'un des premiers **génocides*** du XX^e siècle. Ce premier conflit mondial aboutit à une nouvelle carte de l'Europe et du monde : la création de la **Société des nations (SDN)*** témoigne des aspirations à la paix et à la sécurité collective. Mais les traités de paix sont mal garantis tout en étant source de frustrations. La crise économique des années 1930, la renaissance de courants agressivement expansionnistes, dans un contexte marqué par l'avènement des régimes totalitaires, conduisent à une nouvelle guerre mondiale.
- Le second conflit mondial plonge le monde dans une **guerre totale***. Les belligérants s'appuient sur une intense **propagande***. Les populations civiles sont les principales victimes (bombardements, famines, travail forcé, répressions et persécutions). En Europe, le régime nazi, **antisémite*** et raciste, et ses alliés organisent et mettent en œuvre les **génocides** des Juifs et des Tsiganes, et prévoient de réduire en esclavage les populations slaves de l'est de l'Europe.
- En France, le régime de Vichy né de la défaite de 1940 suscite diverses réactions : attentisme, collaboration, résistance. Les colonies françaises d'Afrique sont, avec la résistance intérieure, l'assise de la **France libre*** du général de Gaulle.
- La guerre qui a fait environ 60 millions de morts s'achève en Europe le 8 mai et en Asie le 2 septembre 1945. La fin de la guerre aboutit à de nouveaux rapports de force dans lesquels les États-Unis et l'URSS jouent les premiers rôles. L'affaiblissement

et ont participé à l'effort de guerre de manière particulière. Ainsi, les notions d'antisémitisme, de guerre totale et de révolution nationale gagneront à être illustrées par des exemples contextualisés.

On veille à montrer que les territoires ultramarins ont contribué à la libération de la France par l'engagement de leurs populations au sein des troupes combattantes, l'application de la politique gouvernementale et la production agricole (sucre et de rhum pour la métropole -pendant la grande guerre) On peut aborder les aspects de la collaboration dans les colonies, mais aussi la Résistance et le soutien à la France libre (dissidence ; débarquement de Provence) au cours de la Seconde Guerre mondiale.

On peut également insister sur le rôle particulier de la Marine dans le maintien de l'ordre, le contrôle du courrier, l'acheminement des troupes, des produits agricoles...

des puissances européennes favorise les mouvements **anticolonialistes***. Une nouvelle instance internationale, l'**Organisation des nations unies (ONU*)**, est fondée pour garantir la sécurité collective et la coopération entre les nations.

Notions et mots- clés :

Anticolonialisme*, antisémitisme*, France libre*, génocide*, guerre mondiale*, guerre totale*, propagande*, SDN, ONU*

Notions et mots-clés déjà mobilisés dans le cycle de formation :

Empire colonial

Capacités travaillées :

- **Compléter et mettre en relation** deux cartes présentant la dimension mondiale des deux guerres (fronts, rôle des empires coloniaux).
- **Confronter** des points de vue sur les traités de paix des années 1920.
- **Raconter** l'engagement d'un acteur défenseur de la paix.
- **Rechercher** des informations sur les processus de déportation pendant la Seconde Guerre mondiale depuis la France (par exemple de la région du lycée) pour en rendre compte à l'oral ou à l'écrit à titre individuel ou collectif.

Repères : *(en italiques, les repères du collègue)*

- 1914-18 : *Grande Guerre.*
- 1915 : *Génocide des Arméniens et d'autres populations chrétiennes de l'Empire ottoman.*
- 28 juin 1919 : *Signature du traité de Versailles.*
- 1937 : *Début de la guerre en Asie (agression du Japon contre la Chine).*
- 30 septembre 1938 : *Accords de Munich.*
- 1939-1945 : *Seconde Guerre mondiale ; génocides des Juifs et des Tsiganes.*
- 18 juin 1940 : *Appel du général de Gaulle*

Notions et mots-clés

Ajout

Dissidence

Capacités

« **Confronter** des points de vue sur les traités de paix des années 1920. » On s'attache à travailler les aspects concernant les colonies.

« **Raconter** l'engagement d'un acteur défenseur de la paix ». Il convient d'étudier l'engagement d'une personnalité locale pour la défense de la paix.

Repères

Ajout

- 1913 : la conscription est opérationnelle dans les vieilles colonies.
- 1940 : rattachement de l'ensemble des territoires français du Pacifique à la France libre à la suite de l'appel du général de Gaulle : les Nouvelles-Hébrides (Vanuatu), les Établissements français de l'Océanie (La Polynésie) et la Nouvelle-Calédonie, à l'exception de Wallis et Futuna, resté fidèle à l'État français dirigé par Philippe Pétain.
- 1942-1943 : rattachement des autres territoires ultramarins à la France libre.

<ul style="list-style-type: none"> - 28 août 1940 : Brazzaville, capitale de la France libre. - 1943 : Publication du <i>Manifeste du peuple algérien</i>. - 8 mai 1945 : Fin de la Seconde Guerre mondiale en Europe, massacres de Sétif et Guelma. - 26 juin 1945 : <i>Charte de San Francisco (Création de l'ONU)</i>. - 6 et 9 août 1945 : Bombardements atomiques sur Hiroshima et Nagasaki. 		
--	--	--

Géographie : Recompositions du monde

Les DROM* sont intégrés dans le processus de mondialisation dont ils reflètent les dynamiques, les forces et les fragilités

Thème 1 : La recomposition du territoire urbain en France : métropolisation et périurbanisation

Programme national

- Depuis 2007, la moitié de la population mondiale vit en ville ; cette part ne cesse de progresser. L'urbanisation s'accompagne d'un processus de métropolisation : concentration des populations, des activités et des fonctions de commandement. En France, plus de 80 % de la population vivent dans des **aires urbaines***, dont 60 % au sein d'un **pôle urbain***. La France compte 14 unités urbaines de plus de 400 000 habitants. L'unité urbaine de Paris rassemble plus de 20 % de la population urbaine française (y compris les départements et régions d'outre-mer). Plus de la moitié de la population française vit dans les villes petites et moyennes. Un nombre croissant d'actifs travaille dans les pôles urbains tout en résidant à l'extérieur de ceux-ci. Ce mouvement, choisi ou subi, lié en partie à l'essor de l'automobile et à l'accroissement des prix de l'immobilier dans les centres-villes, touche toutes les villes depuis les années 1960.
- Situé dans l'aire urbaine, au-delà des banlieues, aux frontières de **l'espace rural***, **l'espace périurbain*** – marqué notamment par la discontinuité du bâti – est une interface évolutive entre le monde rural et le monde urbain. En 2014, selon l'INSEE, 30 %

Contextualisation

Les dynamiques urbaines des territoires ultramarins suivent les processus nationaux, plus particulièrement ceux de la polarisation et de l'étalement urbains.

On évoque l'extension, l'organisation et l'aménagement des espaces urbains dans les DROM en lien avec la pression démographique et les contraintes spécifiques de la géographie physique des territoires d'outre-mer : habitat spontané, logements sociaux, communautés d'agglomération, bande littorale, insularité, espaces protégés, parc national de La Réunion et réserves naturelles.

On peut particulièrement étudier le rôle de l'UE, de l'État et des collectivités territoriales tout comme celui du Conservatoire du littoral dans les choix et les financements de l'aménagement des territoires des DROM.

On précise le fait que les mobilités, parfois particulières comme en Guyane ou à La Réunion, se font sur un espace très limité caractérisé par la concentration des activités et par des zones résidentielles sans transports en commun efficaces, aboutissant à des congestions des axes de circulations parfois uniques, subissant de fortes mobilités pendulaires liées à la concentration

Ajouts ou substitutions

<p>de la population française habitent dans l'espace périurbain, dans des communes urbaines (plus de 2000 habitants agglomérés) ou des communes rurales (moins de 2000 habitants agglomérés).</p> <ul style="list-style-type: none"> - La périurbanisation est caractérisée par une grande diversité de réalités territoriales et de modes de vie. Le mode de vie des habitants des espaces périurbains est fortement marqué par la question des mobilités* (pour le travail, les loisirs, les achats) : ces déplacements se font en direction de la ville-centre et/ou des territoires de proximité, selon les équipements et les services disponibles. Les formes d'habitat y sont multiples. Les activités sont le résultat du desserrement urbain et/ou d'implantations <i>ex nihilo</i> (surfaces commerciales, centres de recherche, zones d'activités diverses, notamment de logistique, espaces de loisirs), et d'aménagement*. La prédominance de l'habitat individuel dans des zones résidentielles, l'extension des zones d'activités, le développement d'espaces de loisirs sont source de conflits d'usage* avec les activités agricoles et les espaces « naturels » (espaces forestiers, parcs naturels régionaux, etc.). La nécessaire transition écologique questionne ce modèle de développement urbain. - Les dynamiques urbaines en France sont contrastées, entre des villes petites et moyennes caractérisées par la fermeture de commerces et la diminution des services de proximité (services de santé par exemple) accueillant des populations fragilisées par la crise, et des espaces en croissance démographique bénéficiant de la dynamique des pôles urbains. - À leur échelle, certaines communes périurbaines peuvent proposer une manière d'habiter* répondant à des objectifs sociaux (vie associative, mixité sociale...) et de développement durable* (agriculture de proximité, circuits courts...). 	<p>des activités économiques sur des zones réduites.</p> <p>On peut illustrer les conflits d'usage liés à la propriété individuelle, l'étalement urbain, la protection des espaces naturels et littoraux et la préservation des espaces agricoles productifs.</p> <p>On souligne la volonté de préserver l'espace agricole productif en limitation de l'étalement périurbain.</p>	
<p>Notions et mots- clés : Aires urbaines*, aménagement*, conflits d'usage*, habiter*, objectifs de développement durable*, espace périurbain*, pôle urbain*, espace rural*</p> <p>Notions et mots-clés déjà mobilisés dans le cycle de</p>		<p>Notions et mots-clés <i>Ajout</i> Littoralisation Étalement urbain Mitage</p>

<p>formation <i>Développement durable*</i> <i>Mobilité*</i> Capacités travaillées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Analyser un paysage urbain ou périurbain à partir d'une photographie ou une image satellite pour réaliser le croquis d'un aménagement. - Décrire et expliquer les mobilités et les activités du quotidien d'un habitant d'une métropole ou d'une commune périurbaine (à l'oral ou à l'écrit). - Identifier les acteurs intervenant dans l'aménagement d'un territoire périurbain (schéma, texte...). - Confronter des points de vue sur un aménagement périurbain (débat) en exerçant son esprit critique. <p>Repères <i>(en italiques, les repères du collège)</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>Une dizaine d'aires urbaines françaises parmi les plus peuplées.</i> - Les principaux pôles urbains. - Les acteurs participant à l'aménagement des territoires à toutes les échelles. - Les espaces périurbains dans la région administrative de l'élève. - Un espace périurbain dynamique et un espace périurbain en difficulté (si possible dans le territoire de proximité de l'élève). - Les espaces d'activité (ZAC, ZI par exemple) dans les communes périurbaines : identification des espaces d'activité. 		<p>Périphérie/centre Habitats spontanés/informels Interface Accessibilité Cases</p>
---	--	---

Thème 2 – L'Afrique, un continent en recomposition

<ul style="list-style-type: none"> - Composée de 54 pays, l'Afrique est un continent confronté au défi démographique. Caractérisé par une forte croissance démographique (41 % de la population ont moins de 15 ans), une urbanisation rapide et une forte littoralisation, le continent 	<p>Ce thème est consacré à l'analyse des mutations liées notamment à la mondialisation que connaît le territoire. Il ne donne donc pas lieu à des adaptations spécifiques. Cependant, du fait de la proximité géographique entre l'Afrique et La Réunion</p>	
---	--	--

est aussi marqué par des flux migratoires complexes, liés pour partie aux conflits ethniques et de frontières entre les États africains. L'Afrique doit aussi répondre au double défi du **développement*** et de la démocratie. Bien que l'Afrique soit riche en **ressources***, de nombreux pays africains restent néanmoins confrontés à de grandes difficultés économiques et aux enjeux du développement durable : la moitié de la population pauvre dans le monde se trouve en Afrique. Dans de nombreux pays africains, l'amélioration des conditions de vie et de la situation économique est soumise à la mise en place d'une meilleure **gouvernance*** des États. Si les pays africains participent au commerce international, notamment en exportant une partie de leurs ressources agricoles, minières et énergétiques, ces ressources ou leurs rentes contribuent inégalement à leur développement, attisent les conflits et accroissent l'insécurité.

- De multiples acteurs économiques, publics ou privés, contribuent à l'émergence de nouvelles dynamiques spatiales pouvant conduire à des **recompositions territoriales*** : les corridors de développement et les zones franches en lien avec les ports maritimes sont le fruit de politiques de coopération entre les États africains et avec de nouveaux partenaires commerciaux et investisseurs (Chinois ou Indiens par exemple). Aux côtés d'acteurs anciennement présents (Français, Britanniques, Américains), la Chine joue un rôle croissant en Afrique, où elle est devenue le premier investisseur et créancier. Elle participe à la construction d'infrastructures et développe les **zones économiques spéciales*** depuis 20 ans ; elle cherche à intégrer le continent africain dans son projet d'expansion des « nouvelles routes de la soie ». Ces évolutions engendrent une Afrique à plusieurs vitesses : alors que des puissances économiques émergent, comme le Nigéria (État de la rente pétrolière en essor) et l'Afrique du Sud (la première puissance économique du continent africain, membre du G20), d'autres États sont davantage en difficulté économique. Nombreux sont les pays en proie à l'instabilité politique, à la corruption et aux conflits.

et Mayotte, on peut privilégier des exemples en Afrique australe, aux Comores et à Madagascar.

L'exemple de partenariat économique entre Mayotte et le Mozambique peut être évoqué (le développement du port de Longoni, l'hôpital de Mayotte jouant le rôle de base arrière médicale pour les sociétés pétrolières et gazières implantées au Mozambique).

Notions et mots-clés

Développement*, gouvernance*, recompositions territoriales*,

Repères

Ajouter

<p>ressources*, zone économique spéciale*</p> <p>Capacités travaillées</p> <ul style="list-style-type: none"> - Situer quelques ressources stratégiques (eau, énergie, matières premières par exemple) en Afrique. - Caractériser l'urbanisation du continent africain à partir de cartes. - Rendre compte à l'oral de manière individuelle ou collective des stratégies d'implantation de la Chine en Afrique. <p>Repères (<i>en italiques, les repères du collègue</i>)</p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>L'aire régionale africaine étudiée : quelques métropoles, un État pour l'aire africaine, un axe de circulation.</i> - <i>Une puissance émergente (Chine ou Inde).</i> - Les principaux États africains disposant de ressources énergétiques et minières. - Les principaux États africains qui reçoivent des prêts chinois (Soudan, Afrique du Sud, Angola, Algérie, Nigéria, Mozambique, Éthiopie). - Les lieux de passage commerciaux stratégiques terrestres et maritimes en Afrique. - Quelques aménagements d'infrastructures de transport réalisés en Afrique avec des financements étrangers (chinois ou européens). - Trois ports stratégiques (Mombasa, Djibouti, Port- Soudan) des « nouvelles routes de la soie ». 		<p>Aire régionale de l'Afrique australe</p>
---	--	---